

part est quelque peu suspect. Il a fait attaquer par la presse de ce pays mon très honorable chef parce que celui-ci dans le temps a osé dire qu'il pourrait y avoir quelque difficulté à recueillir les suffrages de nos soldats. Il a, dans son propre organe d'Halifax, fait accuser mon chef de déloyauté parce que celui-ci avait osé mettre en doute. . .

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: C'est là une assertion inexacte en ce qui concerne le journal d'Halifax ou tout autre.

M. MACDONALD: Qui donc alors a inspiré ces articles?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je répète que l'assertion est inexacte.

M. MACDONALD: Qui donc a chargé M. le sénateur Dennis de faire cette assertion?

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je déclare que l'honorable député n'a aucune excuse de faire cette assertion. Jamais en aucun temps je n'ai influencé une partie quelconque de la presse canadienne en vue d'une attaque à faire contre quelque homme public.

M. MACDONALD: Le très honorable premier ministre aurait dû, en ce cas, demander à M. le sénateur Dennis de retirer cet article. Le journal en question est l'organe du parti dans la propre division électorale de mon très honorable ami, et l'éditeur de cette feuille, s'il n'a pas fait cette attaque à la prière du très honorable premier ministre, — dont je suis obligé, bien entendu, d'accepter l'affirmation, — a cru du moins que cet article ne lui déplairait pas.

Dans cette affaire du vote aux soldats, le très honorable premier ministre avait fait imprimer des bulletins et il en avait chargé M. Daly, qui est aujourd'hui secrétaire de la commission des pensions. Nous entendons encore l'écho des paroles de son collègue le ministre des Travaux publics (l'hon. M. Rogers) déclarant que le peuple du Canada demandait à grands cris une élection tout de suite, et chacun se souvient du discours que le ministre des Travaux publics a prononcé à Montréal, discours dans lequel il annonce au pays qu'il va être tenu une élection. Le très honorable premier ministre se souviendra sans peine que de toutes les parties du pays il est venu par le télégraphe des protestations des chambres de commerce, des associations conservatrices et autres corps contre la tenue d'une élection. Ce qui fait que, ayant presque mis dans la serrure cette clef ensanglantée, il l'a laissée échapper de sa faible,

[M. Macdonald.]

main et il s'est retiré à la campagne pour plusieurs semaines, afin de s'y remettre de l'effort qu'il avait fait en se préparant. C'est pourquoi je dis qu'il n'a pas été heureux dans ses allusions anticipées à un débat qui, sans doute, aura lieu plus tard.

Le très honorable premier ministre a parlé de l'attitude du parti libéral dans la guerre des Boers. Oublie-t-il que son illustre devancier à la direction du parti conservateurs et aux fonctions de premier ministre de ce pays, sir John Macdonald, avait toujours dit que le Canada ne devait point se mêler des guerres étrangères de l'empire? Avait-il oublié que d'autres chefs éminents avaient émis la même opinion? Ne se souvient-il plus de la fameuse brochure No 6 mise en circulation dans la province de Québec pour la défense de son parti, et dans laquelle il était dit de mon très honorable chef qu'il était trop Anglais pour eux, parce qu'il voulait faire intervenir le Canada dans de semblables guerres? Il oublie que, lors de son séjour en Angleterre pour le jubilé de la reine Victoria, d'heureuse mémoire, le chef du parti libéral s'est engagé au nom du Canada à prêter aide et secours à l'empire en cas de besoin, engagement qu'il a tenu en donnant à l'empire la première aide que le Canada lui ait jamais fournie, par l'envoi de nos hommes au Sud-africain. D'accord avec l'histoire contemporaine, celle de l'avenir dira, j'en suis sûr, que le chef du gouvernement aurait pu nous épargner cette allusion. Je m'explique mal la fin qu'il peut avoir eu en la faisant. Je me rappelle fort bien aujourd'hui dans quelle situation se sont trouvés les chefs du parti libéral de la province de Québec quant à cette aide donnée à l'empire. Je pense à mon cher ami et collègue, le docteur Béland, incarcéré des mois durant, dans une prison allemande; il y a mon ami M. Lemieux dont le fils est volontairement parti; sir Lomer Gouin, qui est dans la même position, et mon très honorable chef et ami sir Wilfrid Laurier, dont le neveu, dernier rejeton de sa race, s'est aussi enrôlé, mais à qui l'on a donné son congé définitif pour cause de maladie. Lorsque je pense à toutes ces choses, je ne saurais m'empêcher de croire que mon très honorable ami le chef du gouvernement aurait fort bien pu se dispenser de faire cette allusion.

Quand nous pensons à ceux de nos enfants qui sont partis et qui sont morts ou qui vont partir, je crois que le devoir s'impose de considérer les questions relatives à cette guerre avec le plus grand soin possible.

Le recrutement, affirme-t-on, est arrêté. Signalons ici, au premier ministre, quelques-unes des causes de cette situation. D'abord,